

LE TEMPS

DéBAT Samedi 18 octobre 2014

La France est-elle au bord du précipice? Le diagnostic des économistes genevois

Par Ignace Jeannerat

La France est-elle le malade de l'Europe? Une dizaine d'analystes et économistes membres de l'Association des stratégistes d'investissement de Genève (ISAG) dressent le constat d'un pays figé, crispé, incapable de se réformer mais qui a encore des atouts

La France est-elle le malade de l'Europe? Et s'il y a un problème français, devient-il un problème européen? Deux questions posées, une dizaine d'analystes et économistes membres de l'Association des stratégistes d'investissement de Genève (ISAG)*, réunis mercredi à l'heure du petit-déjeuner dans le salon d'un hôtel genevois, et une règle du jeu fixée par le président de séance: «Au-delà de nos convictions et de nos origines personnelles, gardons notre positionnement analytique et tentons de dégager une synthèse».

A l'heure de confronter leurs points de vue, les professionnels de la finance, membres de l'ISAG, en appellent à l'Histoire et évoquent tour à tour les Valois, Charles V, Bonaparte ou De Gaulle. Rapidement, dans la foulée de l'analyse d'Eric*, directeur des investissements d'un établissement de gestion privée, un consensus se dégage sur un premier point: «La France est un pays difficilement réformable. Il y a multiplication de livres blancs et de propositions de réformes indispensables, mais aucun gouvernement n'a été capable de les mettre en place. Le vrai problème est là: l'implémentation des réformes». Il est rejoint par Edouard*, économiste dans un grand établissement, qui insiste sur cette «société figée, incapable de se réformer, paralysée par la mainmise des insiders» et des élites.

Rigidité, statuts, privilèges; les mots reviennent souvent. Marc*, qui travaille pour une banque française à Genève, dit son inquiétude: «Il n'y a pas de volonté au sommet de l'Etat et d'acceptation de la nécessité de réformes». Economiste dans un grand établissement de gestion de fortune, Paul* estime que les élites françaises n'ont pas encore compris que dans un monde globalisé, l'Etat n'a pas/plus de levier économique. «Elles pensent encore que l'Etat est un acteur majeur de l'économie. L'Etat est désormais sans pouvoir et sans cap. La France hésite sur le modèle à suivre, elle tâtonne et les emprunte un peu tous à la fois».

Sur les indicateurs chiffrés, le verdict est moins sévère. On attendait un bulletin zéro pointé. Il est noté insuffisant, mais pas catastrophique. Les fondamentaux de la France «ne sont pas désastreux». Eric aligne la croissance démographique, la géographie centrale de la France, la qualité de ses infrastructures, un capital humain, un «Etat fort, jacobin, qui n'a pas ou peu de risques de fragmentation de territoires contrairement à l'Espagne ou au Royaume-Uni», des taux d'intérêt bas. Un voisin ajoute «une micro-économie réelle qui n'est pas si mauvaise».

Vincent*, stratéliste, juge ses pairs bien indulgents. Il corrige: «Croissance nulle, déficit massif, dette publique élevée, prélèvements massifs». On voit venir la première estocade... Mais Vincent retient son coup et nuance: «La France va donner l'impression d'aller mieux, mais seulement en comparaison avec l'Allemagne dont la croissance est désormais cassée. Le fossé entre les deux économies va se

réduire. Nous allons assister à une sorte de nivellement par le bas».

Après s'en être relativement bien tiré jusque dans les années 90, la France souffre. Personne ne se hasarde à dire le contraire. «C'est un problème pour l'Europe», insiste le président de séance, qui parle «de France déconnectée du mouvement mondial de globalisation». Mais un deuxième malade se glisse dans le débat: l'Allemagne. On ne l'attendait pas là, au détour de la discussion. «Dans 5 à 10 ans, la situation allemande sera grave», avance Vincent. «Alors, la France reprendra un peu de poids politique et économique». Une pique est lancée contre Angela Merkel. Paul: «La chancelière ne se pense que dans une lecture allemando-allemande et non européenne». Henri*, stratège dans un établissement bancaire de taille moyenne, juge que «la France est le symptôme des maladies de l'Europe. Et c'est à l'échelon européen, après avoir clarifié le projet européen, que nombre de problèmes évoqués ici trouveront une réponse.»

Comment sortir de tout cela? Les membres de l'ISAG s'interrogent sur l'imminence d'un «sursaut violent» qu'Edouard semble envisager. Dominique*, économiste dans une banque bien établie à Genève, tente une question: «La France n'a-t-elle pas besoin d'être au bord du précipice pour se réformer? Peut-être. Mais est-elle vraiment au bord du précipice?». Sa préoccupation numéro une, c'est la perte de profitabilité des entreprises et la désindustrialisation de la France, conséquence d'une insuffisance d'investissements dans l'appareil productif, la recherche et le développement.

Paul ne croit pas à l'imminence d'une révolution en France: «Il y a entre Français une forme d'accord tacite pour que chacun défende son beefsteak, son privilège. Je ne vois pas monter les signes d'un mouvement social, général et révolutionnaire. La France va mal, c'est évident, mais ça peut continuer encore longtemps comme ça sans vrai changement, avec une économie de transfert où l'Etat prélève lourdement et redistribue». Eric acquiesce: «La thérapie de choc ne peut pas marcher en France». Edouard veut encore croire à cette option. «L'Angleterre des années 70 était dans une situation pire que celle de la France et pourtant les réformes libérales ont réussi...»

Synthèse présidentielle de conclusion avant de retourner au bureau: la France ne va pas bien. Point de signes de guérison à l'horizon. Plutôt un risque d'épuisement progressif. A moins que...

*Lieu d'échange pour les professionnels de la finance genevoise sur des problématiques économiques et financières, l'ISAG publie chaque mois un consensus d'investissement. A plusieurs reprises dans l'année, l'association organise également des débats où chaque membre s'exprime en toute liberté. Règle du jeu du compte-rendu de cette discussion: les noms des acteurs et ceux des établissements qui les emploient sont modifiés et anonymisés.

LE TEMPS © 2014 Le Temps SA